

Médias-Mémoire-Histoire

Dans la suite des conférences / émissions réalisées en 2012 à l'occasion du Cinquantième de l'indépendance du Burundi, le projet « Médias-Mémoire-Histoire » organise un cycle de quatre entretiens au cours desquels s'exprimeront les quatre anciens chefs d'Etat : Jean-Baptiste Bagaza, Pierre Buyoya, Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye. En effet, le Burundi a la chance d'être un des rares pays en Afrique qui a quatre anciens chefs d'Etat encore en vie, qui circulent librement et qui sont membres du Sénat à vie. La série actuelle d'articles voudrait recueillir leurs témoignages sur l'histoire du pays et les leçons qu'ils en ont tirées.

Ce mois, Iwacu vous propose l'entretien avec Sylvestre Ntibantunganya.

PAR ELYSE NGABIRE

La longue marche vers la démocratie

Il exerce le pouvoir de 1994 à 1996, une période très tourmentée suite à l'assassinat et à la mort accidentelle de ses compagnons de lutte, Melchior Ndadaye et Cyprien Ntaryamira, à moins de six mois. Comment a-t-il vécu son engagement, ces moments si éprouvants et maintenu l'organisation institutionnelle du pays ?

C'est la façon dont les hommes se comportent par rapport à des contradictions qui en montrent les capacités à maîtriser les problèmes d'un pays », déclare Sylvestre Ntibantunganya, ancien président de la République du Burundi.

1er mai 1979. Sylvestre Ntibantunganya est en 3ème année à l'Université du Burundi quand il décide avec une équipe d'une dizaine de jeunes étudiants hutu de prendre le chemin de l'exil vers le Rwanda.

A l'origine de cette décision, M. Ntibantunganya explique qu'une rumeur évoquait un coup d'Etat en perspective: « On craignait qu'il ne puisse éventuellement déboucher sur des confrontations entre les communautés ethniques. » A l'époque, se souvient-il, le parti Uprona tenait son 1er congrès national ordinaire depuis sa création et un grand nombre de rumeurs au niveau des contradictions à l'intérieur du système circulaient. Au lieu de laisser des situations éventuellement se détério-



DE GAUCHE
À DROITE :
PRÉSIDENT
SYLVESTRE
NTIBANTUNGANYA,
FRÈRE EMMANUEL,
MODÉRATEUR,
CARINE FYIROKO ET
JACQUES BUKURU,
JOURNALISTES

rer et être compliquées pour eux, raconte l'ancien président, choisit de partir. L'idée de se rendre en République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, les tente. D'après Sylvestre Ntibantunganya, ils estiment qu'ils ne maîtrisent pas cette zone : « Le Rwanda à prédominance hutu était non seulement le mieux indiqué pour nous accueillir mais aussi il était facile d'y arriver. »

La rencontre avec Melchior Ndadaye, ses premiers pas en politique

2 mai 1979, Sylvestre Ntibantunganya et ses compagnons débarquent à Tumba dans la préfecture de Butare. Il y rencontre pour la première fois, feu président Melchior Ndadaye. D'après M. Ntibantunganya, ce dernier étudiait à l'Institut Pédagogique National : « Depuis, on ne s'est plus quitté jusqu'à sa mort. » Feu président Ndadaye, raconte son compagnon de lutte, était déjà engagé en politique. Depuis 1975, il était dans le Mouvement des Etudiants Progressistes Burundais au Rwanda (Bampere). Sylvestre Ntibantunganya est alors encadré dans ce mouvement par un cer-

tain Emile Niyuhire. Assidu, l'ancien président de la République est vite apprécié et il intègre le mouvement Bampere.

Août 1979, Bampere s'associe à un autre mouvement de fonctionnaires burundais qui vivaient à Kigali pour créer le parti « UBU » ou Parti des Travailleurs Burundais. Sylvestre Ntibantunganya affirme qu'il a participé à la création de ce parti : « Je me souviens, c'est comme si c'était hier des conditions dans lesquelles nous avons fait ce congrès, un contexte difficile. » Dans la structure du parti Ubu, il est alors secrétaire général chargé de l'information et des relations extérieures. Melchior Ndadaye est quant à lui, secrétaire général chargé de l'information. Selon toujours M. Ntibantunganya, ils évoluent dans ce parti pendant quatre ans et ils divorcent avec UBU, en 1983.

De l'UBU à l'Uprona

5 septembre 1983, ils rentrent au pays. Sylvestre Ntibantunganya descend directement sur Bujumbura et Melchior

Ndadaye, son compagnon, rentre directement à Nyabihanga, sa commune natale. « Notre vision était d'édifier un Burundi réconcilié parce que nous étions marqués par ces drames par lesquels le Burundi était passé depuis les années 1960 et qui avaient produit des centaines de milliers de réfugiés burundais », lâche le sénateur à vie. Pour lui et son compagnon, il fallait se protéger de toute lecture ethniciste de cette situation : « C'est pourquoi nous avions adhéré à la philosophie de la lutte des classes plutôt à l'affrontement ethnique. » Il se rappelle des déboires qu'ils ont eus dans les milieux des réfugiés qui se considéraient, à juste titre, comme des victimes d'une stratégie ethnique en proposant cette autre lecture. En effet, explique-t-il, il est difficile de changer une société qui a été profondément marquée par des divisions mais cela ne veut pas dire qu'il faut démissionner, il faut se battre. Le pouvoir du major Buyoya est à la recherche des leaders hutus. Melchior Ndadaye est contacté pour donner des noms. 11 décembre 1987, Pierre Buyoya, alors président de la République, nomme Sylvestre Ntibantunganya au poste de secrétaire national chargé de l'information et de la mobilisation. Journaliste chargé de production à la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), il l'apprend alors qu'il est en stage à Paris pour une formation à l'Institut de l'Audiovisuel. En plus du secrétariat national, il a la mission de rédiger le journal du parti Uprona appelé Indarangavye : il en est le rédacteur en chef. « Si le président Buyoya nous a acceptés, ce n'est pas par amour, c'est parce qu'il



SYLVESTRE
NTIBANTUNGANYA
(2ÈME À GAUCHE)
ET FEU MELCHIOR
NDADAYE (MILIEU
AU PREMIER PLAN),
SON COMPAGNON
DE LUTTE

savait ce que nous valions », souligne M. Ntibantunganya.

Le Sahwanya Frodebu, ce parti qui change le courant politique

Dès leur retour au pays, Sylvestre Ntibantunganya et Melchior Ndadaye trouvent au pays des camarades dont Cyprien Ntaryamira, Jean Berchmans Nshimirimana, Donatien Nyarwenda, etc. Certains d'entre eux étaient rentrés une année auparavant. M. Ntibantunganya regrette qu'il reste peu de survivants de cette époque. Toutefois, il reconnaît que cette aventure était très intéressante : « Elle nous a amenés à penser à édifier un parti politique qui change le cours des choses. » Il raconte qu'ils ont alors pris l'option de pénétrer dans le milieu progressiste, dans les parages de l'Uprona, particulièrement au niveau de l'union des travailleurs du Burundi (UTB). D'après lui, l'autre canal de diffusion de leurs idées de changement a été l'Association Culturelle pour le Pro-

grès du Burundi, plusieurs conférences ont été animées à Bujumbura : « Mais quand nous avons proposé à nos camarades tutsi de l'Uprona, les uns de l'UTB et d'autres de la JRR, de constituer un parti, c'était l'incompréhension totale. »

Qui ne risque rien n'a rien, dit-on. 1986 à Gitega, Sylvestre Ntibantunganya et ses compagnons de lutte dont le président Ndadaye prennent, dans la clandestinité, le risque de créer un parti politique. Ils l'appellent d'abord FROLUDE (Front pour la Lutte Démocratique). Il se souvient toujours comme si c'était hier que les services de renseignements à l'époque ont procédé à des arrestations. Néanmoins, ni Melchior Ndadaye, ni lui-même, ni Léonard Nyangoma, ne seront inquiétés.

Interrogé s'il était facile d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Uprona et installer dans la clandestinité le Frodebu, M. Ntibantunganya répond : « C'est ça la clandestinité justement. C'est savoir s'organiser, s'activer, savoir agir de manière que celui avec qui vous parlez a de la peine à vous identifier dans votre véritable nature mais en poursuivant un objectif. »

Le « refus » de la transition

23 juillet 1992, le Frodebu est agréé. Dès le mois d'octobre, le Frodebu et d'autres partis politiques émergents dont le PRP, l'Anade, le RPB, etc. poursuit le président Ntibantunganya, demandent à Pierre Buyoya et à son gouvernement de mettre en place un gouvernement de transition qui serait issu d'une conférence nationale. Pourtant, interrogé, M. Buyoya nie catégoriquement qu'il a été approché.



L'ANCIEN
PRÉSIDENT
(AU MILIEU)
QUAND IL
ÉTAIT ENCORE
SECRÉTAIRE
NATIONAL DU
PARTI UPRONA

Pour M. Sylvestre Ntibantunganya on n'a pas le droit de tricher avec l'histoire : « Non, surtout quand nous essayons de reconstruire. Nous l'avons fait à travers des déclarations, des émissaires que nous lui avons envoyés. » Pour M. Buyoya, indique Sylvestre Ntibantunganya, ceux qui prônaient la transition ne visaient que des postes politiques. Ce n'est pas pour l'accuser, assure-t-il, mais c'est pour l'aider à assumer cette histoire. Non seulement, insiste-t-il, ils le lui ont demandé mais également, ils lançaient des slogans qui ponctuaient tous les meetings du Frodebu : « Nous projetions les premières élections au plus tôt en 1996. Il y en a même qui préconisaient une décennie. »

Selon M. Ntibantunganya, au Frodebu, ils estimaient qu'il fallait d'abord résoudre des entraves à l'éclosion d'une saine démocratie : le problème de la perception de la gestion du comportement des forces de défense et de sécurité, entendez ici les forces armées burundaises, la gendarmerie, la police, la question de la justice, de l'administration, des réfugiés ainsi que la conception de la démocratie. L'initiative

« La clandestinité, c'est savoir s'organiser, s'activer, savoir agir de manière que celui avec qui vous parlez a de la peine à vous identifier dans votre véritable nature mais en poursuivant un objectif. »



qui était préconisée cette fois-ci à l'intérieur du corps socioprofessionnel, constituait le socle même du pouvoir du major Buyoya, l'armée. Sylvestre Ntibantunganya déclare que M. Buyoya a demandé à une quarantaine d'officiers de réfléchir sur l'adaptation des forces armées burundaises à la nouvelle donne démocratique : « Nous devons rendre justice à notre pays

en lui disant tout cela. C'est pourquoi nous demandons que ce rapport qu'ils ont produit soit connu du public. » Cependant, le sénateur Ntibantunganya fait savoir qu'il en a eu des extraits où vous voyez qu'ils réfléchissaient sur toutes ces contradictions. Et de citer l'une des phrases de ce rapport : « Il se pourrait que les élections qui sont en perspective, donnent au Burundi et aux forces armées burundaises un commandant suprême auquel ils ne sont pas habitués. » Dans l'ambiance de l'époque, déclare-t-il, un commandant auquel ils ne sont pas habitués voulait dire par rapport à nos contradictions ethnistes, à nos divisions régionalistes, etc., un président de la République qui ne soit pas tutsi, ne vienne pas de Bururi et de l'armée. Ils disaient qu'il y avait des extrémistes ethnistes tutsis au sein de l'armée en même temps qu'ils opposaient cet extrémisme à un autre qui s'identifiait cette fois-ci dans la communauté hutu à travers le Palipehutu. Alors, pour eux, une mauvaise gestion de ces extrémismes pourrait compromettre l'avenir du Burundi en général et des forces armées en particulier : « Leurs préoccupations convergeaient avec celles du Frodebu. »

L'inexpérience du Frodebu face au refus de l'alternance

Aux élections de juin 1993, le parti Frodebu remporte la victoire. Melchior Ndadaye est investi président de la République et Sylvestre Ntibantunganya est nommé ministre des Relations extérieures. Mais ils ne feront pas long feu. 21 octobre 1993. Le malheur s'abat sur le Burundi. Il est 2 heures du matin quand Laurence Ndadaye, épouse de Melchior Ndadaye, l'appelle pour lui annoncer la catastrophe : « La première salve tombe quelques minutes après au palais. » Il essaie de joindre le président Ndadaye mais il est reçu par son ministre de la Défense nationale qui s'étonne : « Vous êtes encore à la maison alors que vous êtes la troisième personne à assassiner ? »

Il quitte Ngagara, son domicile et se rend à Kamenge chez le couple Elie Nzeyimana et Elisabeth Habonimana auquel l'ancien

président rend toujours hommage. 25 octobre 1993. L'idée d'appeler l'ambassadeur de France au Burundi lui vient en tête. Sylvestre Ntibantunganya est accueilli au bout du fil par sa femme. Il décline son identité mais celle-ci ne croit pas à ce qu'elle entend : « Le ministre des Relations extérieures est mort. » Et l'ancien ministre de clamer qu'il est bien vivant. D'après M. Ntibantunganya, c'est l'ambassadeur qui viendra lui-même le chercher à Kamenge. Arrivé à l'ambassade de France, les rescapés du coup d'Etat sanglant l'accueillent avec des condoléances mais il se dit que c'est suite à la mort du président de la République et de ses proches collaborateurs. Il ignore que même sa femme a été tuée lui laissant un bébé de quatre mois. L'ancien président reconnaît que le coup d'Etat du 21 octobre, est le résultat du refus de l'al-

ternance politique d'une part et de l'inexpérience du Frodebu d'autre part : « Nous avions une foi béate parce qu'il y avait des signaux qui ne trompent pas. » Interrogé sur la responsabilité de son parti suite aux violences observées après, Sylvestre Ntibantunganya ne mâche pas ses mots : « C'est la conséquence encore une fois de plusieurs facteurs conjugués : la mauvaise gestion de 1972, un hutisme en retour qui s'est développé à travers certaines organisations, les enseignements à caractère ethniste qui avaient été professés et la non maîtrise des instruments de l'Etat à l'époque dont l'armée, la police, l'administration, etc. par le parti Sahwanya Frodebu. » Et de rappeler qu'en 1988, le pouvoir avait dit lui-même que c'est le Palipehutu qui est à l'origine de Ntega-Marangara.

M. Ntibantunganya, l'infatigable gestionnaire des crises

« Ndadaye et ma femme sont morts mais il faut redresser la situation », lance-t-il, une fois arrivé à l'ambassade de France. Aucune larme. Un homme au cœur dur, diront certains mais Sylvestre Ntibantunganya estime que c'est une question de responsabilité. Il a alors pris les devants. Au niveau du gouvernement, il décide que Madame Sylvie Kinigi soit le chef. Tout ce qui concerne le Frodebu, il s'en occupe puisqu'il était le numéro 3 après Ndadaye et Pontien Karibwami, président de l'Assemblée nationale. Le malheur ne vient jamais seul, dit-on. Après les négociations de Kigobe- Kajaga, un consensus se dégage sur Cyprien Ntaryamira. Il est investi le 5 février 1994, mais il est tué le 6 avril la même année, dans un accident d'avion à Kigali. Il est en compagnie de son homologue rwandais, Juvénal Habyarimana.

Sylvestre Ntibantunganya hérite d'une situation très instable causée notamment par la mort de deux Présidents de la République en l'espace de 6 mois. Son secret pour sortir de cette crise institutionnelle, le dialogue entre tous les acteurs politiques. « Ce n'était pas facile parce qu'il y en a qui disaient qu'il fallait abattre définitivement le pouvoir Frodebu. » Il engage alors des négociations avec les partis politiques de l'opposition qui étaient organisés dans ce qu'il appelait la coalition des partis politiques de l'opposition. Le 14 septembre 1994, naît la convention de gouvernement contre la volonté de certains leaders de son parti, le Frodebu : « A la signature, je suis allé en parler au comité directeur national du Frodebu, ils m'ont dit mais vous mettez en sacrifice notre victoire. Ils ont été difficiles avec moi. » Sylvestre



SYLVESTRE
NTIBANTUNGANYA
SALUANT
L'AMBASSADEUR
DE FRANCE AU
BURUNDI, CELUI
QUI EST PARTI
LE RÉCUPÉRER À
KAMENGE, LE 25
OCTOBRE 1993.

Ntibantunganya indique qu'il a joué sur son statut de président de la République ad interim pour menacer d'abandonner : « Ils ont réfléchi et m'ont permis de continuer, ce qui a sauvé et le parti et le pays. Cette signature a permis que certains équilibres soient établis, une occasion à la rébellion de se constituer et de se développer. » Non seulement des négociations globales ont suivi et abouti à Arusha mais aussi les accords de paix dont celui de 2003 : « Si j'avais commis une erreur personne ne serait ici. » Et de leur répondre qu'il était plutôt en train de protéger leur victoire. Si vous avez une autre stratégie, définissez-la, adoptez-la mais ce n'est pas moi qui la mettrai en application.

30 avril 1994. Sylvestre Ntibantunganya accède au fauteuil présidentiel. 25 juillet 1996, il est pris à partie lorsqu'il va participer aux funérailles des victimes de Bugendana. Pour le président Ntibantunganya, il ne faut jamais exploiter pour des raisons politiciennes les souffrances des citoyens : « Je ne pense pas que ceux qui ont organisé Bugendana ont soulagé les Burundais qui avaient perdu les leurs. »



L'ANCIEN
PRÉSIDENT
SERRANT LA
MAIN DE NELSON
MANDELA,
MÉDIATEUR
LORS DES
NÉGOCIATIONS
D'ARUSHA.

Quelques leçons tirées

Selon Sylvestre Ntibantunganya, un leader face à une situation n'a pas le droit de mettre en avant ses intérêts personnels : « Même quand cette situation s'exprime de manière aussi violente que ce que j'ai subi en perdant ma femme et mes compagnons de lutte. » Les Burundais ne s'attendaient pas, regrette-t-il, à ce qu'il exprime sa détresse par rapport à la mort de son épouse mais envisageaient qu'il prenne les mesures nécessaires pour arrêter selon les possibilités la violence : « Malheureusement, il y a des paramètres que je ne maîtrisais pas. »

« Quand vous êtes en train de gérer des situations comme celles-là, des fois, les grandes résistances viennent de votre propre entourage », avertit-il.

A un certain moment, conseille-t-il, si vous voulez faire la paix, vous devez faire des concessions. Quand il s'agissait de désigner Cyprien Ntaryamira et signer la convention de gouvernement, témoigne-t-il, c'était comme un rendez-vous du donner et du recevoir : « Il nous a permis pendant cette décennie d'avoir la paix. »

Une tragédie évitée à l'aube d'un mandat mouvementé

L'annonce du décès du Président Cyprien Ntaryamira la nuit du 6 avril 1994 à Bujumbura

Cette nuit-là, tous les éléments d'un drame plus important encore que les massacres de dizaines de milliers de Tutsi et la brutale répression des forces armées advenus en octobre 1993 après l'annonce de l'assassinat du président Melchior Ndadaye sont réunis. Conscientes de l'urgence, quelques personnes, et en premier lieu Ahmedou Ould Abdallah, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, décident aussitôt d'assurer la continuité de l'État et de maintenir l'ordre sur tout le territoire. Au petit matin du 7 avril, c'est chose faite et les médias peuvent annoncer qu'un Comité de suivi, présidé par Sylvestre Ntibantunganya, président de la République par intérim (Frodebu) gère la transition institutionnelle avec à ses côtés le Premier ministre Anatole Kanyenkiko (Uprona), Gédéon Fyiroko, le ministre de la Défense, Jean Bikomagu, chef d'État-major ainsi que deux personnalités majeures du Frodebu: Mames Bansubiyeko, administrateur général de la Documentation et des Migrations et Corneille Budigiye, président du groupe parlementaire Frodebu. Trois Tutsi, trois Hutu ; 3 Frodebu, 1 Uprona, 2 militaires ; Ngozi, Bururi, Gitega, Muramvya et Bururi sont représentés. Ainsi, une ferme volonté collective, un communiqué, des symboles mis en images par la RTNB permettent au Burundi d'échapper à la nouvelle tragédie redoutée par tous. Sans Casques bleus, ni interventions étrangères. L'histoire n'est jamais fatale. La leçon de la nuit du 6 avril 1994 mérite d'être rappelée et retenue.

20h. – 20h. 30 : Aéroport de Bujumbura. Les membres des corps constitués



A L'INVESTITURE
DU PRÉSIDENT
SYLVESTRE
NTIBANTUNGANYA
AU PALAIS DE
KIGIBE.

sont présents en attendant l'arrivée de l'avion du président burundais de retour de Dar es-Salaam via Kigali, annoncée vers 21 h. 30.

20h. 30 - 21h. : Séverin Mfatiye, ambassadeur du Burundi au Rwanda, informe Sylvestre Ntibantunganya, président de l'Assemblée nationale, que l'avion dans lequel voyageaient les deux présidents rwandais et burundais a été abattu lors de son atterrissage à l'aéroport de Kigali. Dès l'annonce de l'attentat, un seul mot d'ordre s'impose aux personnalités présentes : « Il faut empêcher le renouvellement de 1993 ». Ahmedou Ould Abdallah, Anatole Kanyenkiko, Jean Bikomagu, Gédéon Fyiroko et Jean-Bosco Daradanguwa, porte-parole de l'armée, décident de tenir une première réunion à la résidence de Sylvestre Ntibantunganya (celle du 2^{ème} Vice-Président aujourd'hui) pour y rédiger un communiqué annonçant le décès du Président de la République et prendre les dispositions qui s'imposent.

21h.15 – 21h.30 : Déplacement vers les locaux de la RTNB qui avaient été sécurisés.

21h. 30.: Diffusion radiotélévisée du communiqué annonçant le décès « accidentel » du Président Cyprien Ntaryamira et des

personnalités burundaises qui l'accompagnait lors de l'atterrissage de l'avion du Président Juvénal Habyarimana à l'aéroport de Kigali dans lequel ils avaient pris place. Sur l'écran, derrière Sylvestre Ntibantunganya qui lit le communiqué, apparaissent Ahmedou Ould Abdallah, Anatole Kanyenkiko, Gédéon Fyiroko et Jean Bikomagu.

22h30. – 3h. du matin: Sylvestre Ntibantunganya, Jean Bikomagu et Ahmedou Ould Abdallah s'installent à l'État-major de l'Armée. Jean Bikomagu envoie un message à tous les commandants d'unité annonçant la mort accidentelle du Président et donnant l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher tout désordre. Sylvestre Ntibantunganya transmet un communiqué similaire à tous les gouverneurs et responsables provinciaux du Frodebu. Il leur annonce qu'il va commencer à visiter toutes les provinces dès le jour levé.

Le message est passé. Ces moments sont uniques, ils inaugurent pourtant un mandat particulièrement mouvementé.

André Guichaoua
Professeur

Cet article a été réalisé par l'ABR avec le soutien du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), Bureau de la Coopération suisse au Burundi (BUCO)

